

## Que dit le Réseau Salariat ?

Jean-Marie Harribey

21 février 2017

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2017/02/21/que-dit-le-reseau-salariat>

Les luttes sociales de ces dernières années (notamment contre les réformes des retraites) ont donné une visibilité à la proposition de « salaire à vie » théorisée par Bernard Friot, et aujourd'hui développée et diffusée par le Réseau Salariat (<http://www.reseau-salariat.info/?lang=fr>). J'ai déjà eu l'occasion de débattre avec les animateurs de ce Réseau et je lis régulièrement leurs principales productions. En dépit de propositions qui peuvent apparaître comme louables parce qu'elles affirment remettre en cause les institutions capitalistes, les raisonnements en amont de ces propositions sont incompréhensibles.

Commençons par la thèse développée dans l'encadré « I-4. Valeur ajoutée et valeur économique : ne pas confondre valeur ajoutée et valeur économique » qui figure dans la brochure « Caisse d'investissement et monnaie » (2016, p. 8) (<http://www.reseau-salariat.info/319aa12c81782b4386716c260b4a8ea0.pdf?revision=1472763848&lang=fr>) que je reproduis ici.

*« On appelle valeur ajoutée la différence entre le produit des ventes (chiffre d'affaires) et les consommations intermédiaires. Seules les entreprises marchandes, qui vendent leur production à un prix de marché, ont donc à proprement parler une "valeur ajoutée". Cette valeur ajoutée sert à mesurer la valeur économique produite par les entreprises marchandes.*

*Cela ne veut pas dire que la production de biens et services non marchands, mais ceux-ci ne sont pas vendus sur un marché et ne génèrent pas de chiffre d'affaires.*

*Le PIB a donc deux composantes, l'une marchande (environ 70 %) dont le montant est la somme des valeurs ajoutées par les entreprises marchandes. La seconde, non marchande (30 % du PIB) dont le montant est exprimé en unités monétaires suite à une évaluation au "coût des facteurs" (salaires + consommation de capital fixe) mais qui ne se présente pas sous forme monétaire lors de sa consommation, puisque les biens et services ne sont pas vendus (ou à un tarif déconnecté des coûts de production). Il s'agit donc bien de **valeur économique, mais non marchande** car produite hors de l'emploi et des entreprises non marchandes, et en aucun cas d'une "ponction" qui serait faite sur une valeur préalablement produite dans le secteur marchand. En leur permettant d'obtenir un droit de tirage sur la production marchande, la cotisation reconnaît les salariés du secteur non marchand comme producteurs eux aussi d'une valeur économique, qui s'ajoute à celle du secteur marchand. »<sup>1</sup>*

Un premier élément surprend : on nous demande de ne pas confondre valeur ajoutée et valeur économique, car il y aurait de la valeur économique (celle issue du secteur non marchand) qui ne serait pas de la valeur ajoutée. Quelle est la question sous-jacente ? Réseau Salariat conteste-t-il « valeur » ou « ajoutée » à propos de ce que fait le travail dans le secteur non marchand ? Sauf à contredire la thèse (juste, développée par ailleurs en suivant ma propre

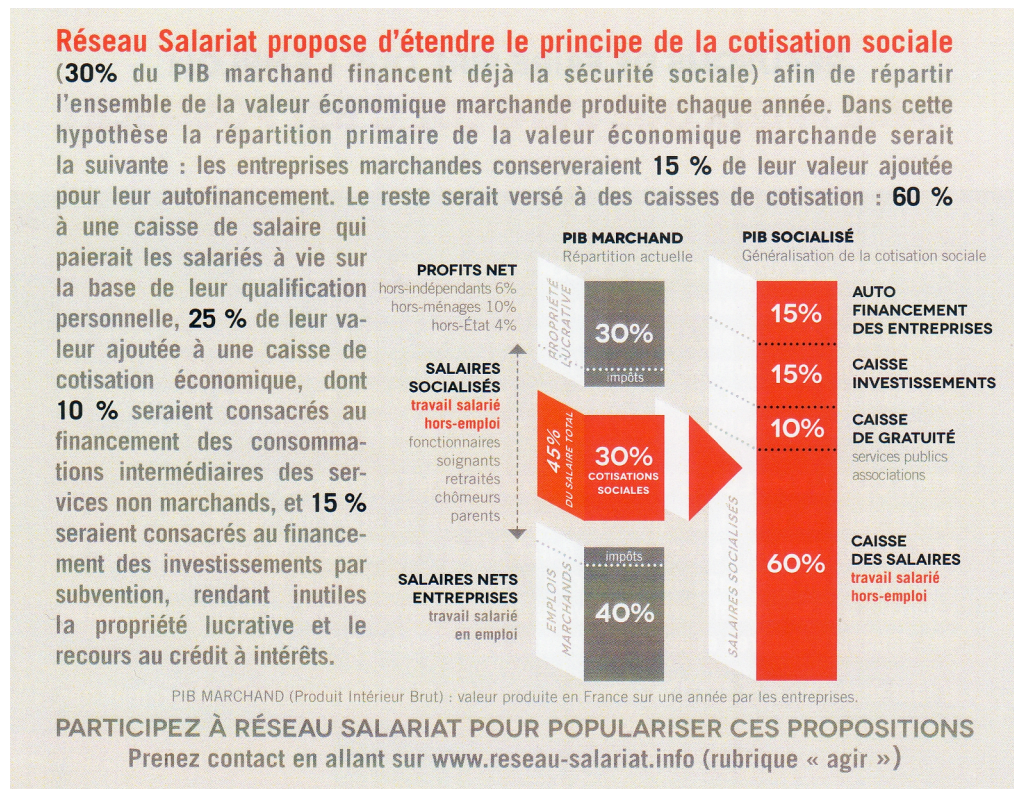
---

<sup>1</sup> La fin de phrase « car produite hors de l'emploi et des entreprises non marchandes, et en aucun cas d'une "ponction" qui serait faite sur une valeur préalablement produite dans le secteur marchand » (je souligne) est une recopie mot pour mot de ce que j'explique depuis 20 ans. Réseau Salariat ne s'embarrasse pas de plagiat sans citer ses sources. Le problème est qu'il n'en tire pas la conclusion nécessaire : on ne peut, comme il le fait, inclure le PIB non marchand dans le PIB marchand. J'y reviendrai plus loin.

recherche) que ce travail est productif de valeur, la contestation ne peut porter que sur « ajoutée ». Mais alors, contradiction, car on nous dit avec raison que le PIB a deux composantes, le PIB marchand et le PIB non marchand qui s'ajoute au précédent. Qu'est-ce donc que ce PIB non marchand qui n'est pas de la valeur ajoutée mais qui s'ajoute ? Et la chose est répétée encore à la fin de l'encadré.

Pourquoi un tel pataquès ? La réponse est donnée deux lignes plus bas : la composante non marchande du PIB s'exprime en unités monétaires mais ne se présente pas sous forme monétaire lors de sa consommation. Bien sûr que si ! Les « dépenses » de consommation collective de santé, d'éducation se présentent sous forme monétaire : les salaires des soignants et des enseignants sont versés en monnaie. Au passage, « salaire monétaire » est un pléonasme.

En dehors de cette brochure, Réseau Salariat diffuse un tract recto verso où l'on trouve le schéma ci-dessous qui reproduit l'erreur de la brochure, sans que l'on puisse déterminer si le PIB est assimilé au PIB marchand ou si le PIB non marchand est implicitement inclus dans le PIB marchand. Et il est sous-entendu qu'il n'y a de cotisations sociales qu'au sein des entreprises, comme si les fonctionnaires n'en payaient pas et que leur employeur n'en payait pas même si c'est à lui-même.



Autrement dit, Réseau Salariat confond le monétaire et le marchand, en assimilant les deux, et donc confond le non-monétaire et le non marchand. Or, la caractéristique de l'éducation publique, de la santé publique est d'être monétaire et non marchande. Dans l'ensemble des activités humaines, certaines sont monétarisées, d'autres ne le sont pas. Dans le sous-ensemble des activités monétaires, certaines sont marchandes, d'autres sont non marchandes. En soulignant en gras « valeur économique mais non marchande », Réseau Salariat méconnaît le fait que la valeur économique est toujours monétaire. Dit à l'envers, il n'y a pas, dans les économies monétaires de production (et les économies capitalistes en sont), de valeur économique qui ne soit monétaire. Et qu'on ne nous raconte pas que ça, c'est le dogme imposé par le capitalisme, parce que la présence de la monnaie dans l'histoire

humaine, dépasse, et de loin, l'histoire du capitalisme. Bref, les rapports marchands, donc monétaires, dépassent les rapports capitalistes.<sup>2</sup>

Derrière cette discussion se trouve donc la question de la monnaie qui a partie liée avec celle du travail socialement validé et donc de la valeur au sens que Marx lui a donné. On en vient alors aux « caisses d'investissement ». Celles-ci récoltent les « cotisations d'investissement » des entreprises et l'épargne des ménages et des entreprises, cette dernière « disponible pour d'autres emplois dans l'économie » (p. 13). C'est une nouvelle surprise : le crédit est supprimé par Réseau Salarial, mais il y a une épargne. Est-elle rémunérée ? Il semble que oui puisque le taux d'intérêt serait égal (au-delà de l'inflation) au taux de croissance de l'économie, comme nous l'enseigne la... théorie néoclassique. Mais alors, que devient la condamnation de la propriété lucrative et de la rente de patrimoine (p. 7) ? La levée du plafond des livrets A (p. 22) revendiquée par Réseau Salarial se retourne contre l'objectif affiché.

D'autre part, l'affichage de la suppression du crédit et son remplacement par les subventions non remboursables provenant des caisses d'investissements est un artifice illusoire. En effet, si, au début d'une année, les entreprises reçoivent des subventions pour investir et produire, et si, à la fin de l'année, elles versent leurs cotisations économiques, ces dernières équivalent à des remboursements, dont Réseau Salarial suggère même que ces remboursements seraient plus élevés grâce à la croissance induite par les investissements. Les citoyens seraient-ils des bétotiens ignares pour qu'ils ne voient pas qu'on a changé les mots mais que la réalité reste la même ?

Réseau Salarial indique que les caisses d'investissement ne créent pas de monnaie, sauf indirectement, en faisant appel à « une institution dédiée à la gestion de la masse monétaire que l'on continuera à appeler ici par commodité "Banque centrale". » (p. 24). Il s'ensuit que la défense de Réseau Salarial contre l'accusation de centralisme s'effrite (p. 19-20).<sup>3</sup>

On arrive à la cerise du gâteau offert par Réseau Salarial : « l'abandon de la mesure de la valeur par le temps de travail » (p. 20), mais « les échanges purement marchands continueraient à se faire comme aujourd'hui au "prix du marché" (p. 19) ». Quel serait donc le fondement des prix de marché si ce n'est plus en tendance la quantité de travail, c'est-à-dire, *in fine*, l'évolution de la productivité du travail ? Hors de la théorie de la valeur fondée sur le travail socialement validé, il n'y a plus qu'à se tourner vers la vacuité de la théorie néoclassique ou de ses avatars réduits aux « représentations ».

Dans d'autres articles signés par Bertrand Bony, « Quelques considérations sur les thèmes du marchand, du non marchand, de la valeur et de la monnaie » (4 octobre 2016)<sup>4</sup>, et « Alternative au revenu de base, le salaire à vie change le travail et la pratique de la valeur » (novembre 2016)<sup>5</sup>, on trouve des développements sur lesquels se construisent toutes les erreurs relevées ci-dessus.

- L'identification fautive entre le non-marchand et le non-monétaire parce qu'une identification a été introduite entre le monétaire et le marchand qui est également fautive. D'où la conclusion fautive selon laquelle la monnaie ne trouverait son origine

---

<sup>2</sup> Je précise que le marchand est toujours monétaire, alors que la réciproque n'est pas vraie. En termes logiques, cela s'exprime ainsi : marchand  $\Rightarrow$  monétaire.

<sup>3</sup> Pour avoir répété de nombreuses fois aux animateurs du Réseau Salarial qu'une création monétaire était nécessaire pour financer l'investissement net au niveau macroéconomique, ils ont fini par l'intégrer, mais cela se transforme en une création par l'institution centrale exclusivement.

<sup>4</sup> <http://www.reseau-salarial.info/e363ca0a53e41f1818f5ffe038167c98?lang=fr>

<sup>5</sup> <http://www.reseau-salarial.info/4724d64c57124fcc4e296f5768248ac9.pdf?revision=1483435740>

que dans la production marchande. Or, il suffit de considérer les contreparties de la masse monétaire et de voir qu'il y a aussi les créances sur les administrations publiques.

- Le concept de validation sociale du travail pour produire de la valeur sur lequel j'ai beaucoup insisté est repris aujourd'hui par les partisans du revenu d'existence et ceux du salaire à vie. Ces derniers considèrent que c'est une convention sociale. Soit. Mais tantôt ils disent que la limite est déterminée par la lutte des classes. Or, la nature n'a pas de valeur économique intrinsèque, ce qui n'a rien à voir avec la lutte des classes. Tantôt ils donnent comme critère (ce que fait B. Bony) : un bien ou service pouvant être produit par une entreprise marchande. Ce n'est plus la lutte des classes et cela reprend les conclusions de la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi qui voulait intégrer dans le PIB le travail domestique ou le temps de loisir.
- Réseau Salarial affirme être revenu sur l'affirmation de l'inclusion du non-marchand dans les prix, mais il réintroduit cela à plusieurs reprises puisque il récuse l'idée que la production non marchande soit un flux monétaire. Il faut donc qu'elle soit quelque part. Et, évidemment, les impôts ne sont pas prélevés uniquement sur les intervenants dans le secteur marchand mais aussi sur ceux du secteur monétaire non marchand. Les impôts sont prélevés sur un PIB déjà augmenté du PIB non marchand. Ce point est tellement fort que Réseau Salarial devrait le dire, tellement il découle du fait que les fonctionnaires produisent. Mais il en est empêché par l'assimilation de marchand et monétaire, ce qui est factuellement faux. Donc, tous les schémas de la richesse sous forme de rectangles emboîtés présentés dans différents articles sont faux parce qu'ils introduisent une erreur avec une catégorie ne reposant sur rien : de la valeur économique qui n'est pas monétaire, non-sens absolu.
- Et que dire de l'affirmation de la sociologue Christine Jakse, membre du Réseau Salarial : « Revendiquer une baisse du temps d'emploi légitime le marché du travail ; revendiquer le déplacement du curseur entre salaire et profit légitime le régime capitaliste. »<sup>6</sup> ? Il faudrait en parler au Medef que la RTT lui est favorable, de même que la diminution des profits.
- Quant à l'insistance que les chômeurs produisent leur allocation, et les retraités leur pension, ça va bientôt faire sourire, et le comble, c'est que, bien qu'ils sont censés produire, ça ne s'ajoute pas. Comprenez qui pourra. Si au moins Réseau Salarial l'ajoutait, il y aurait un minimum de cohérence, et il resterait seulement à prouver que c'est une pure invention.

Réseau Salarial attire la sympathie auprès des cercles militants parce qu'il diffuse un projet normatif d'abattre le capitalisme, mais les analyses économiques développées sont dépourvues de toute rigueur et sont donc fausses. Au sens propre, ces thèses sont uniquement idéologiques. La fin ne justifie pas les moyens.

Que l'idéologie, au sens de fausse conscience, règne en économie, nous y sommes habitués. Mais, là, le plus gros inconvénient est que ces thèses fausses jettent le discrédit sur l'élaboration d'une théorie du travail productif dans la sphère non marchande, qui est d'autant plus nécessaire qu'il faut combattre l'orthodoxie dominante, mais aussi celle qui se niche jusque au sein du marxisme traditionnel.<sup>7</sup>

---

<sup>6</sup> Dans « L'avenir du travail passe-t-il par l'emploi ? Entretien croisé entre Christine Jakse et Denis Durand », 21 décembre 2016, <http://www.reseau-salarial.info/aa7d1ec2ff83333f0240d128a42e7a77?lang=fr>.

<sup>7</sup> Voir le dernier échange sur cette discussion : J.-M. Harribey, « Et pourtant ils produisent, éléments de réponse à Michel Husson », *Contretemps*, 2016-2017, <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/valeur/pourtant-ils-produisent.pdf>.

## Que dit le Réseau salariat (suite) ? 2022

Il y a quelques années, j'avais eu une riche discussion avec le regretté Bertrand Bony, animateur du Réseau Salariat, au sujet du modèle économique qu'il avait construit. La synthèse de mes remarques, questions et critiques, figure encore sur mon blog sous le titre « Que dit le Réseau Salariat ? » (<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2017/02/21/que-dit-le-reseau-salariat>).

Ses amis du Réseau Salariat ont pris le relais et publié en 2021 plusieurs documents qui reprennent, précisent ou reformulent les hypothèses, les développements et les conclusions de ce modèle. On trouvera l'essentiel de leur travail dans « Propositions pour une économie du salaire à vie, Salariat, Marché, Monnaie », [https://www.reseau-salariat.info/images/salariat\\_marche\\_monnaiev6.1.pdf](https://www.reseau-salariat.info/images/salariat_marche_monnaiev6.1.pdf), et dans l'Annexe « Compléments techniques sur le cycle de création-destruction monétaire dans l'économie du salaire à vie », [https://www.reseau-salariat.info/images/annexe\\_monetairev5.1.pdf](https://www.reseau-salariat.info/images/annexe_monetairev5.1.pdf) ainsi que dans « Une monnaie communiste », [https://www.reseau-salariat.info/images/une\\_monnaie\\_communiste\\_entretien\\_avec\\_reseau\\_salariat.pdf](https://www.reseau-salariat.info/images/une_monnaie_communiste_entretien_avec_reseau_salariat.pdf).

Pour l'essentiel, je confirme mes remarques de 2017. Je pense même que les documents qui viennent d'être publiés par le Réseau Salariat montrent encore plus nettement que les auteurs soit se situent dans un registre normatif qui n'a aucune attache avec la réalité, mais qu'ils pensent pouvoir ériger en analyse positive, soit accumulent les incohérences.

### 1) Le premier point de la discussion porte sans doute sur la monnaie.<sup>8</sup>

D'abord, toute la recherche contemporaine sur la monnaie, qui nous vient essentiellement de l'anthropologie et de l'histoire, montre qu'on ne peut réduire le rôle de la monnaie à ses aspects économiques. C'est un « fait social total » comme disait Marcel Mauss. Entre autres conséquences, la monnaie ne peut être réduite au capitalisme. Dès lors, la sentence selon laquelle le financement monétaire de la production est une imposture capitaliste ne tient pas.

On le voit à plusieurs niveaux de l'exposé :

- Puisqu'il y a division du travail entre les humains (bien antérieure au capitalisme, et qui, certainement, lui subsistera), toute la production a besoin d'être échangée monétairement (et pas seulement les biens de consommation). Le fait d'inscrire la fourniture des biens de production dans la production des entreprises de biens de consommation ne peut être suffisant pour les raisons qui suivent.

- Cela apparaît dans les schémas récapitulatifs de l'annexe. Si la valeur ajoutée **nette** correspond bien aux salaires puisqu'il n'y a pas de profit, en revanche les salaires ne peuvent correspondre à la valeur ajoutée brute qui inclut les biens d'équipement usés, et *a fortiori* à la valeur de la production qui inclut en plus les consommations intermédiaires (c'est suggéré dans le schéma 1). Mais alors, les équations valeur de la production marchande = salaires ne tiennent plus car dans le schéma, la VAB et la production débordent les seuls salaires.

- Cela apparaît aussi dans le premier schéma du texte « Une monnaie communiste », en marge duquel il est dit : « La caisse économique gouvernée par les travailleurs et les citoyens finance les investissements sans intérêts ni remboursement ». Dans ce schéma d'un cycle en boucle, au sein duquel l'acte premier est, soi-disant, le versement de salaires, ceux-ci proviennent de cotisations, elles-mêmes venant de la valeur ajoutée. Le raisonnement selon

---

<sup>8</sup> Je précise que j'ai échangé courtoisement par des allers-retours successifs avec les auteurs par voie de courriels.

lequel on ne répartit pas la valeur ajoutée est donc démenti. Et il est curieux de voir affirmé que, puisque les salaires seraient versés en premier, ce serait la preuve que « c'est le travail – et seulement le travail – qui génère la valeur ajoutée ». Le travail, oui, mais les salaires, non.

- Les auteurs disent se démarquer du schéma de B. Body, mais leur équation du § 331 de l'annexe ne convient pas car :

tantôt ils disent : valeur économique de toute la production = salaires ; tantôt ils disent : valeur d'échange (de la production à vendre) = salaires, tout en affirmant que valeur économique et valeur d'échange sont différentes alors qu'ils les égalent toutes deux aux salaires. Au moins faudrait-il dire que ne sont pas les mêmes salaires. Le tour de passe-passe consiste alors de réintégrer dans le total des ventes des marchandises les salaires des travailleurs du secteur non marchand grâce à un coefficient de conversion (voir ci-dessous).

## **2) Il en résulte un gros problème sur le concept de valeur.**

Les auteurs reprennent (même si ce n'est pas explicite) la thèse de Bernard Friot qui distinguait flux de monnaie et flux de valeur. Or il n'existe pas de valeur qui ne soit pas monétaire. Cela renvoie aussi à une autre confusion, double, entre sphère monétaire et sphère marchande et donc entre sphère non monétaire et sphère non marchande.

Je sais que B. Friot a amendé au fil de ses publications les énoncés sur la monnaie, mais les auteurs du Réseau Salariat reprennent ici les premiers éléments de cette conception, dont le principal est de considérer à la fois que les travailleurs de la sphère non marchande sont productifs (ce que je considère comme exact, en tout cas, c'est ce que j'ai moi-même théorisé) et que cette valeur est incluse dans celle de la production marchande. Malheureusement, la seconde assertion détruit la première. On ne peut pas à la fois soutenir que les enseignants produisent la valeur de l'éducation et dire que celle-ci est une partie de la production marchande, le fait que l'éducation soit utile n'entrant pas ici en *ligne de compte*, c'est le cas de le dire.

Ceci est selon moi lié au point 1 ci-dessus car les auteurs suppriment les impôts, ce qui veut dire qu'il n'y a pas de paiement socialisé des services monétaires non marchands, sauf à supposer qu'il y a des impôts implicites prélevés sur les salaires inclus dans le secteur marchand.

Pour contourner ces difficultés, les auteurs calculent un « coefficient » multiplicateur pour passer de la production marchande à la production totale, coefficient qui est égal selon eux à l'inverse de la proportion des travailleurs du secteur marchand par rapport à la population adulte totale. Donc, dans cette proportion, ils incluent les travailleurs du secteur non marchand et tous les adultes ne travaillant pas mais considérés quand même par eux comme producteurs (les malades, les grabataires et bien sûr tous les retraités). Il faut donc en conclure que cela n'a plus rien à voir avec le « travail abstrait » de Marx dont les auteurs se réclament, c'est simplement la clé d'une nouvelle répartition mais pas d'un coefficient de valeur produite.

Et, tout au long de leur document, les auteurs entretiennent une confusion : la valeur économique des marchandises serait parfois leur valeur d'échange, parfois non. Dans des courriels personnels, ils m'écrivent :

*« Implicitement, nous distinguons effectivement des flux monétaires et des flux de valeur ou plutôt des flux de valeur d'échange et des flux de valeur économiques, les flux de valeur d'échange s'accompagnant de flux monétaire. Mais les flux de valeur économiques étant exprimés en monnaie, il n'y a guère de différences entre flux de valeur économique et flux de monnaie, surtout si celle-ci est scripturale. Cela n'empêche pas, inversement, qu'il y ait des flux monétaires qui ne soient pas des flux de valeur : par exemple, quand un parent donne de l'argent de poche à son enfant. »*

« Nous ne disons pas que la valeur économique de la production non marchande est incluse dans celle de la production marchande. Au contraire, chaque production a sa valeur économique. Par contre, la valeur économique de la production non marchande est "transmise" à la production marchande pour le calcul de sa valeur d'échange (son prix) : le prix de la production marchandise est calculé de façon à inclure et reconnaître la valeur économique de la production non marchande. »

« Ainsi, les salaires ne sont plus issus, comme dans le capitalisme, d'un partage de la valeur ajoutée. Ce sont les salaires qui font la valeur ajoutée. »

C'est un imbroglio dont on ne sort pas. Imaginons que le versement de salaires le 1<sup>er</sup> du mois soit immédiatement suivi d'un brusque arrêt... à cause d'une épidémie de Covid-19... La garantie de salaires n'a « fait » aucune valeur ajoutée, celle-ci a reculé de x % en 2019-2020...

En supposant que le passage la production marchande en production totale soit assuré par un coefficient calculé de manière *ad hoc* pour rétablir une égalité comptable macroéconomique, en aucune manière cela ne constituerait une preuve de la pertinence logique du modèle, puisque ce coefficient implicitement postulé au départ ne peut résulter que du constat *a posteriori* de l'affectation des travailleurs aux différents secteurs marchand/non marchand. Bref, le prix de la production à vendre dépasse le prix des marchandises ! Comprenne qui pourra avec l'équation finale (p. 8 de l'Annexe référencée ci-dessus) :

« Valeur économique de toute la production = Total des salaires = Valeur d'échange de la production à vendre. »

Équation immédiatement contredite par le commentaire : « La production à vendre est une partie de la production totale ».

Le plus fort est à venir (schéma 8 de la p. 15 de l'Annexe) : les salaires sont égaux à la production à vendre, laquelle inclut la production non marchande qui par définition n'est pas vendue...

Enfin, le paradoxe, sinon la contradiction, est que le non-marchand, dans ce modèle, n'est qu'un multiple du marchand, il n'est rien sans ce dernier ! Le communisme souhaité disparaît en même temps que la monnaie ! Faisons un passage à la limite : le marchand tend vers zéro, donc la multiplication par le coefficient de conversion tend aussi vers zéro. Donc la monnaie disparaît vraiment, il n'y a plus besoin de verser de salaires dans ce communisme-là. Même Friot et Lordon s'écartent, sur ce plan, de ce schéma (voir ci-dessous).

### **3) Les auteurs du Réseau Salarial suppriment le crédit pour financer la production et donc tout remboursement.**

Ils remplacent cela par la subvention et le retour aux « caisses ». N'est-ce pas un pur artifice sémantique ? La seule différence est l'intérêt, mais il y a toujours financement au sens premier de ce mot, que l'on soit en capitalisme ou pas. Dès l'instant où l'on est dans une économie monétaire, et non pas dans une économie de troc, la monnaie est nécessaire pour financer ex ante la production, de façon à anticiper celle-ci, d'où la nécessité du crédit quelle que soit l'appellation que l'on veut lui donner.

Jean Jaurès disait : « Quand les hommes ne peuvent plus changer les choses, ils changent les mots. Et en vérité, l'humanité a si peu de joies innocentes que je me ferais scrupule de lui retirer celle-là ! »

L'inconscient néoclassique n'est jamais très loin puisque, au détour d'une explication sur la disparition du crédit qui laisse la place à une « avance » (sic) : « L'épargne des uns est utilisée pour le crédit des autres » (p. 15 de l'Annexe). Tout le savoir sur la monnaie sombre dans cette affirmation que ne démentirait aucun disciple de Say, pourfendu par Marx, Keynes... Bref, retour à l'époque pré-critique de l'économie politique.

#### 4) Les auteurs justifient la suppression de l'impôt car

« Tous les producteurs sont rémunérés avant même de produire : il n'y a plus besoin de "financer" le secteur public, puisque tous les producteurs qui seront affectés à ce secteur sont déjà rémunérés (de même les productions intermédiaires et de développement n'ont pas besoin de financement) ». Donc, si l'on comprend bien ce tour de force, on n'a encore rien produit, mais on distribue des revenus sans même avoir à les financer préalablement. Et de même, ajoutent les auteurs, « nous supprimons tout financement de la production, pour le remplacer par une allocation directe, sans monnaie, de moyens de productions et de services d'entretien ». Sans monnaie !

On ne sait plus : la monnaie disparaît du modèle analytique, mais on procède à une création monétaire à chaque début de cycle.

Sans doute, les auteurs pourraient trouver un soutien hors normes avec celui de Frédéric Lordon qui, faute de ne plus avoir de théorie de la valeur, s'est rallié aux thèses de Bernard Friot, mais sans que les questions que posent celles-ci soient examinées. Il crie au génie, alors qu'il promet un tour de passe-passe théorique au nom d'une magnifique intention, bâtir le communisme. Je recommande la lecture d'un article remarquable de Valentin Soubise « La condition anarchique et les affects de Frédéric Lordon peuvent-ils donner une théorie de la valeur ? »

(<https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-21-ete-2019/debats/article/la-condition-anarchique-et-les-affects-de-frederic-lordon-peuvent-ils-donner-7018>). Lordon a beaucoup travaillé dans le temps sur la monnaie (notamment avec son ami André Orléan), mais toute vision matérialiste a disparu.

Par ailleurs la revue *Contretemps* a publié une recension que j'ai faite du livre de Bernard Friot et Frédéric Lordon, *En travail, Conversations sur le communisme* (La Dispute, 2021), « Le communisme en marche, Sur le dialogue entre Bernard Friot et Frédéric Lordon », <https://www.contretemps.eu/communisme-friot-lordon-recension-harribey>, dans laquelle on trouvera une courte annexe sur la théorie de la valeur reconstruite par F. Lordon.

J'ai contribué à réhabiliter le concept de validation sociale du travail, qui nous vient de Marx, et que j'applique bien sûr au travail producteur de valeur des marchandises, mais aussi à celui effectué dans la sphère monétaire non marchande (voir encore mes commentaires récents à la suite de la publication de statisticiens de l'Insee). Mais je pense que les auteurs du Réseau Salarial se fourvoient quand ils me disent que :

« Ainsi, nos activités réalisées dans le cadre de Réseau salarial seront considérées comme *du travail si, politiquement, on le décide ! De même pour l'activité que tu as déployée pour ta réponse. Nous ne voyons là aucun échafaudage théorique chancelant, mais une continuité directe avec ce que tu écris. Le travail et la valeur économique sont des réalités sociales, instituées ; les modes de validation sociale aussi, et nous prolongeons ceux conquis par la classe ouvrière dans la lutte de classes. »*

Le côté chancelant n'est pas que le travail et la valeur soient des réalités sociales – réalités que je considère ainsi également – mais il est que jamais ce que je fais pousser dans mon jardin pour le manger ce soir ne sera validé collectivement et en plus je ne demande pas que cela le soit. Et je suis prêt à prendre le pari que jamais lesdites thèses du Réseau Salarial ne seront validées collectivement, non pas parce qu'elles seraient fausses (ce qu'elles sont, je pense) mais parce qu'elles ne répondent à aucune demande collective qui pourrait les valider. Leur élaboration est purement normative et vise à satisfaire leur propre imagination ou illusion : eux, Réseau Salarial, seraient les continuateurs de la lutte des classes ! Grandiose ! Sincèrement, je ne crois pas un instant que quelqu'un de normalement constitué, disposant de toutes ses facultés, soit en mesure, s'il s'y penche vraiment, logiquement, de décortiquer l'imbroglio qu'ils ont créé. Il faut une âme de bénédictin pour prendre le temps de le faire.



C'est sans doute mon atavisme, mais cela n'ajoutera pas un centime d'euro au PIB même recalculé par un pseudo-coefficient.

Bien entendu, toutes mes questions et remarques ne remettent nullement en cause le projet normatif que les auteurs portent, sortir du capitalisme pour aller vers le communisme, qu'ils sont parfaitement en droit d'exprimer. Cependant, il est dommage de miner ce projet par un échafaudage théorique chancelant qui a pour fondation un contresens sur le concept de Marx de « validation sociale ». En ce moment, j'écris sur ce pauvre blog, et je ne crée aucune valeur qui sera socialement validée, quand bien même je serais « qualifié » pour le faire, ce qui n'est même pas sûr...